

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1303

20 mai 2015

SOMMAIRE

Abbott Bulgaria Luxembourg S.à r.l.	62536	Edilclodia S.A.	62533
Abbott International Luxembourg S.à r.l.	62536	Entrepreneurs & Opportunités S.C.A. ...	62542
Abbott Investments Luxembourg S.à r.l.	62544	European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l.	62542
AB Finance S.à r.l.	62539	Fafari Green World S.A.	62542
Agamemnon S.à r.l.	62536	Fafari Green World S.A.	62542
Agricultural Bank of China, Luxembourg Branch	62537	Faroe Investments Kingsnorth S.à.r.l. ...	62541
Aladino S.A.	62539	FBG Funds	62533
ALESRAA Luxembourg S.à r.l.	62540	Le Green se met au vert S.à.r.l.	62524
AL Holdings Limited	62539	Le Green se met au vert S.à.r.l.	62530
Allseas Finance S.A.	62537	LPFE Soparfi C S.à r.l.	62534
Altitude Holdings S.à r.l.	62537	MValue S.A.	62533
Amanie Advisors S.à r.l.	62538	Pluto Unterschleissheim (Lux) S. à r.l. ...	62533
Amarilux S.à r.l.	62540	Rom7 S.A.	62543
Ambiance Italian S.à r.l.	62540	Sealux SARL	62498
Aquarius Investments Luxembourg S.A.	62538	SGAM AI KANTARA Co. II. S.à r.l.	62530
ArcStore S.A.	62538	Société d'Expertise Automobile LUXem- bourgeoise SARL	62501
AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l.	62540	Solluxhotel S.A.	62535
Barlinek Luxembourg S.à r.l.	62541	Structured Invest S.A.	62534
Berlin Prime Commercial S.à r.l.	62541	Top 3000 S.A.	62535
Deutsche Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	62543	Valiance Life Sciences Growth Invest- ments GP S.à r.l.	62502
Digital Consulting Company S.A.	62543	Valiance Life Sciences Growth Invest- ments SICAV-SIF	62509
Diy-Tech S.A.	62543	ZORM Investments S.à r.l.	62544

Sealux SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 8, rue de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 195.737.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le seizième jour de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur David LAMBERT, expert-automobile, né le 26 juin 1968 à Saint- Mard (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 2, rue des Hêtres;

Lequel comparant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet la réalisation de toute mission d'expertise dans le domaine automobile et plus particulièrement:

- La description et l'évaluation des dégâts causés aux véhicules automoteurs, aux accessoires et à l'équipement y relatifs.
- L'estimation de la valeur actuelle et résiduelle des véhicules automoteurs.
- La description et l'évaluation des dégâts survenus aux installations d'un atelier de réparation de voitures automobiles.
- La fixation de la durée de réparation et de remplacement d'un véhicule endommagé et taxation du dommage matériel dû à l'immobilisation d'un véhicule.

* toutes opérations de constat, d'investigation et de contrôle antifraude notamment pour le compte de compagnies d'assurances;

* toutes missions d'expertise relatives à l'accidentologie et notamment la reconstitution, la reconstruction et l'analyse d'accidents de la circulation

La Société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds, la création, la gestion, la mise en valeur et la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés, marques commerciales et marques de fabrique, dessins, modèles, logiciels informatiques, noms de domaines et en exploiter, en céder et en concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

La Société pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise luxembourgeoise ou étrangère, notamment par la création de filiales ou succursales.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «SEALUX SARL».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Rambrouch.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant pré-qualifié, déclare souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

- Monsieur David LAMBERT, pré-qualifié Cent parts	100 parts
TOTAL: cent parts sociales	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur David LAMBERT, expert-automobile, né le 26 juin 1968 à Saint- Mard (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 2, rue des Hêtres.

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L- 8832 Rombach-Martelange, 8, rue de Bigonville.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Windhof, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. LAMBERT, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 17 mars 2015. Relation: DAC/2015/4440. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049483/180.

(150056344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Société d'Expertise Automobile LUXembourgeoise SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 8, rue de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 195.737.

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur David LAMBERT, expert-automobile, né le 26 juin 1968 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 2, rue des Hêtres,

seul et unique associé de la société «Société d'Expertise Automobile LUXembourgeoise SARL», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-8832 Rombach-Martelange, 8, rue de Bigonville, pas encore immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire sous-signé, notaire de résidence à Diekirch, en date du 16 mars 2015, acte numéro 10.654 du répertoire du notaire (l'«Acte Notarié»), enregistré à Diekirch, le 17 mars 2015, Relation: DAC/2015/4440, pas encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter que lors de la constitution de ladite Société en date du 16 mars 2015, dans l'Acte Notarié, il s'est glissé une erreur matérielle dans l'article 4 de l'Acte Notarié au niveau de la dénomination de la Société à la page 3 dudit acte.

Au lieu de lire:

« **Art. 4.** La Société prend la dénomination sociale de «SEALUX SARL.»»

Il aurait fallu indiquer:

« **Art. 4.** La Société prend la dénomination sociale de «Société d'Expertise Automobile Luxembourgeoise SARL.»»

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, déclare que tous les autres articles et rubriques de l'Acte Notarié restent inchangés et il prie le notaire de faire mention de la présente rectification partout où besoin sera.

DONT ACTE, fait et passé à Windhof, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. LAMBERT, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 26 mars 2015. Relation: DAC/2015/5255. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049484/35.

(150056344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Valiance Life Sciences Growth Investments GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 196.640.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of May.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Valiance Asset Management Limited, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at 1st Floor, Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey GY1 1DB, registered with the Records of the Island of Guernsey under number 49062;

here represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal on 1 May 2015, itself represented by Maître Manou Ginter, Avocat, residing professionally in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The said proxy, after having been signed *in varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Valiance Life Sciences Growth Investments GP S.à r.l." (the Company).

The Company may have one unitholder (the Sole Unitholder) or more unitholders (the Unitholders). The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Unitholder or one of the Unitholders.

Any reference to the Unitholders in the articles of association of the Company (the Articles) will be a reference to the Sole Unitholder if the Company has only one Unitholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company (the Registered Office) is established in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act)) by a resolution of the board of managers of the Company.

The board of managers will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of unitholders (the General Meeting) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 11 below.

Art. 4. Corporate object. The Company will act as general partner of, and take general partner interests in, "Valiance Life Sciences Growth Investments SICAV-SIF", an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), subject to the Luxembourg act of 13 February 2007 on specialised investment funds (fonds d'investissement spécialisés), as amended and organised as a partnership limited by shares (société en commandite par actions).

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Corporate capital. The subscribed corporate capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) units having a par value of EUR 1 (one euro) per unit.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 11 of these articles of association (the Articles).

Art. 6. Distribution. Each unit entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Art. 7. Indivisible units. Towards the Company, the Company's units are indivisible, and only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 8. Transfer of units. In case of a Sole Unitholder, the Company's units held by the Sole Unitholder are freely transferable.

In case of plurality of Unitholders, the transfer of units inter vivos to third parties must be authorised by the General Meeting who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of units among the Unitholders.

The transfer of units mortis causa to third parties must be accepted by the Unitholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving Unitholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Companies Act will apply in case of transfer of units.

Art. 9. Redemption of units. The Company will have the power to acquire units in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of units held by it in its own corporate capital will take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the Sole Unitholder or the General Meeting. The quorum and the majority requirements applicable for amendments to the Articles will apply in accordance with article 11 of these Articles.

Art. 10. General meetings of the unitholders of the company. An annual General Meeting will be held at the Registered Office, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) Unitholders, resolutions of Unitholder(s) can, instead of being passed at General Meetings, be passed in writing by all the Unitholders. In this case, each Unitholder will be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and will vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 11. Unitholders' voting rights, Quorum and majority. In the case of a sole unitholder, the Sole Unitholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In the Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting will be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Unitholder as long as the Company has only one Unitholder. The decisions taken by the Sole Unitholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of Unitholders, any regularly constituted General Meeting will represent the entire body of Unitholders of the Company. It will have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

In case of plurality of Unitholders, each Unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units, which he owns. Each Unitholder has voting rights commensurate with his unitholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by unitholders owning more than half of the paid-in corporate capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority in number of the unitholders owning at least three quarters of the paid-in corporate capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 12. Management. The Company is managed by at least three managers forming a board of managers. The managers need not be Unitholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the General Meeting, adopted by Unitholders representing more than half of the paid-in corporate capital.

The majority of the managers will be non-resident in the United Kingdom (the UK) for UK tax purposes and will not be based full-time in the UK.

The General Meeting may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace any one of the managers.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of this article 13 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the General Meeting fall within the powers of the board of managers.

The Company will be bound by the single signature of any manager.

Any manager may sub-delegate his/her powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Notwithstanding the above, no manager of the Company will delegate his/her powers to any person who is tax-resident in the UK or based full-time in the UK.

The resolutions of the board of managers will be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if (i) at least the majority of its members is present or represented and (ii) the majority of the members present or represented are not tax-resident in the UK nor based full-time in the UK.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed at any board meeting by the board of managers by vote of the majority of the managers present or represented at the relevant meeting. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The chairman, if one is appointed, will not be resident in the UK for UK tax purposes and will not be based full-time in the UK.

Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, by letter or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 2 (two) business days in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice will not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers. No meeting of the board of managers will be held in the UK.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above will be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting will be deemed to be held at the Registered Office. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the Registered Office and to be signed by any two managers in attendance, or by the chairman pro tempore of the relevant meeting, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes will consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager, provided that no resolution will be effective if signed by a manager present in the UK or in any other jurisdiction specified from time to time by the board of managers. The date of such circular resolutions will be the date of the last signature of a manager. Such circular resolutions are deemed to be passed in Luxembourg.

Art. 13. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) unitholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 14. Financial year. The financial year of the Company begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 15. Annual accounts. Each year, at the end of the financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Act and prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Unitholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal paid-in capital. The balance of the net profits may be distributed to the Unitholder(s) on a pro rata basis in proportion of to his (their) unitholding in the Company.

The board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 11 above. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting will also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 18. Applicable law. All matters not expressly governed by the Articles will be determined in accordance with the Companies Act.

Transitional provisions

The first financial year begins today and ends on 31 December 2015.

Subscription

The Articles having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes the units as follows:

Valiance Asset Management Limited, prenamed: 12,500 (twelve thousand five hundred) units;
Total: 12,500 (twelve thousand five hundred) units

All these units have been fully paid up by the above named parties by payment in cash, so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

The certificate of assessment and the confirmation of the Sole Unitholder, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party, and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-

Sole unitholder resolutions

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, considering itself to be duly convened, has proceeded to taken these written resolutions and has stated that it was regularly constituted:

1. the number of managers is set at 3 (three);
2. the following persons are appointed as managers for an unlimited period of time:
 - Mr Richard Boléat, manager, born on 8 October 1963 in Jersey and residing at Fauvic House, La Rue du Fauvic, Grouville, Jersey JE3 9BQ;
 - Mr Benoni Dufour, manager, born on 11 July 1957 in Ostend (Belgium) and residing at 15, Op der Sank, L-7513 Aspelt, Luxembourg; and
 - Mr Jan Pensaert, manager of Valiance Asset Management Limited, born on 26 May 1971 in Gent (Belgium) and residing at 183 Randolph Avenue, London W9 1DJ;
3. Deloitte Audit, S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is appointed as external auditor of the Company for an unlimited period of time;
4. the Registered Office is established at 6, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between English and the French versions, the English version prevails.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, which are known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed the present deed together with the notary.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sixième jour de mai.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Valiance Asset Management Limited, une société constituée selon le droit de Guernsey, ayant son siège social à 1st Floor, Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey GY1 1DB, immatriculée aux registre des sociétés de Guernsey, Records of the Island of Guernsey, sous le numéro 49062;

ici représentée par Allen & Overy, société en commandite simple, une société d'avocats inscrite à la liste V du barreau de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 1^{er} mai 2015, elle-même représentée par Maître Manou Ginter, Avocat, ayant son adresse professionnelle à 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ladite procuration, après paraphe *ne varietur* par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Art. 1^{er} . Forme et nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Valiance Life Sciences Growth Investments GP S.à r.l." (ci-après, la Société).

La société peut avoir un ou plusieurs associés (les Associés ou l'Associé Unique). La société ne sera pas dissoute en cas de mort, suspension des droits civils, insolvabilité, liquidation ou banqueroute de l'Associé Unique ou d'un des Associés.

Toute référence aux Associés dans les statuts de la Société (les Statuts) s'entend comme une référence à l'Associé Unique si la société n'a qu'un seul Associé.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société (le Siège Social) est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune de Schuttrange (ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg si et dans la mesure permise par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, la Loi de 1915)) par simple résolution du conseil de gérance de la Société.

Le conseil de gérance a aussi le pouvoir d'établir des succursales, bureaux, centres administratifs ou agences où bon lui semble, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements politiques ou militaires extraordinaires se sont produits ou sont imminents et que ces développements ou événements interfèrent avec l'activité normale de la Société au Siège Social, ou entrave la communication entre le Siège Social et des personnes à l'étranger, le Siège Social peut temporairement être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. De telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire de son Siège Social, restera une société constituée au Luxembourg.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, par résolution de l'assemblée générale des Associés (l'Assemblée Générale) prise selon la procédure requise pour l'amendement des Statuts, comme prescrit par l'article 11 des Statuts.

Art. 4. Objet social. La Société agira en tant qu'associé commandité de, et prendra des intérêts d'associé commandité dans, "Valiance Life Sciences Growth Investments SICAV-FIS", une société d'investissement à capital variable, soumise à la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés, tel que modifiée (la Loi de 2007), organisée sous la forme d'une société en commandite par actions.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou diminué par une résolution prise par l'Assemblée Générale selon la procédure requise pour la modification des Statuts, telle que prescrite à l'article 11 des Statuts.

Art. 6. Distribution. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 7. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de nommer une personne unique en tant que représentant auprès de la Société.

Art. 8. Transfert de parts sociales. Lorsque la Société a un Associé Unique, toutes les cessions des parts sociales détenues par l'Associé Unique sont libres.

En cas de pluralité d'Associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'Assemblée Générale représentant au moins trois quarts du capital social libéré. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre Associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les Associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux Associés survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 s'appliquent en ce qui concerne le transfert de parts sociales.

Art. 9. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des Statuts en vertu de l'article 11 ci-dessous s'appliquent.

Art. 10. Assemblées générale des associés. Une Assemblée Générale annuelle des Associés se tiendra au Siège Social ou à tout autre endroit de la commune de son Siège Social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres Assemblées Générales peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la notice de convocation à ces assemblées.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les résolutions de l'Associé Unique ou des Associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les Associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque Associé, et chaque Associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 11. Droits de vote des associés, Quorum et majorité. L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des Associés. Dans les présents Statuts, des décisions prises, ou des pouvoirs exercés, par l'Assemblée Générale s'entendent comme des références à des décisions ou des pouvoirs exercés, par l'Associé Unique aussi longtemps que la

société n'a qu'un seul Associé. Les décisions de l'Associé Unique ou des Associés sont documentées par des procès-verbaux.

En cas de pluralité d'Associés, toute Assemblée Générale constituée régulièrement représente tous les Associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tout acte relatif à toute opération de la Société.

En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque Associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des Associés représentant plus de la moitié du capital social libéré.

Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social libéré et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les Associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance comprenant au moins trois gérants. Les gérants n'ont pas besoin d'être Associés. Les gérants sont nommés, révoqués et remplacés par l'Assemblée Générale, par une résolution adoptée par des Associés représentant plus de la moitié du capital social libéré.

La majorité des gérants ne résidera pas au Royaume-Uni pour des raisons fiscales et ne sera pas basée au Royaume-Uni à plein temps.

L'Assemblée Générale peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature de tout gérant quelconque.

Tout gérant quelconque pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant qui délègue déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Nonobstant ce qui précède, les gérants ne délégueront pas leurs pouvoirs à une personne qui est résident fiscal au Royaume-Uni ou y est basée à plein temps.

Les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si (i) au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée et (ii) la majorité des membres présent ou représentée n'est pas résident fiscal au Royaume-Uni et n'y est pas basée à plein temps.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être élu à la majorité simple par le conseil de gérance à chaque réunion du conseil de gérance. Le président, si un président est désigné, présidera lors de la réunion du conseil de gérance pour laquelle il a été désigné. Le président, si un président a été désigné, ne sera pas résident fiscal au Royaume-Uni, et n'y sera pas basé à plein temps.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par lettre ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 2 (deux) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. Aucune réunion du conseil de gérance ne sera tenue au Royaume-Uni.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au Siège Social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au Siège Social et signé par deux gérants présents au conseil de gérance, ou par le président pro tempore de la réunion en question, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception, à condition qu'aucune résolution ne sera effective si elle est signée par un gérant au Royaume-Uni ou dans toute autre juridiction spécifiée par le conseil de gérance. La date d'une telle décision circulaire

sera la date de la dernière signature d'un gérant. Une telle résolution circulaire sera considérée comme ayant été adoptée à Luxembourg.

Art. 13. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) Associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 14. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au Siège Social.

Art. 16. Distribution des bénéfices, Réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social libéré. Le solde des profits nets pourra être distribué à l'Associé Unique ou, en case de pluralité d'Associés, aux Associés au pro rata des parts sociales qu'ils détiennent.

Le conseil de gérance pourra décider de verser des dividendes intérimaires.

Art. 17. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon la procédure requise pour les modifications des Statuts, telle que prescrite à l'article 11 des Statuts. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou personnes morales) nommées par l'Assemblée Générale décidant la liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera aussi les pouvoirs et les rémunérations des liquidateurs.

Art. 18. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les Statuts, les dispositions de la Loi de 1915 seront applicables.

Disposition transitoire

La première année sociale commence ce jour et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été établis, la partie comparante déclare qu'elle souscrit les parts sociales comme suit:

Valiance Asset Management Limited, préqualifiée	12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales
Total:	12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par la partie susmentionnée par paiement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est désormais à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Le certificat d'évaluation et la confirmation de l'Associé Unique, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante, et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte et seront soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.200.-

Résolution de l'associé unique

Immédiatement après la constitution, la partie comparante représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

- (1) les membres du conseil de gérance sont au nombre de 3 (trois);
- (2) sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
- (3) Richard Boléat, gérant, né le 8 octobre 1963 à Jersey dont l'adresse est Fauvic House, La Rue du Fauvic, Grouville, Jersey JE3 9BQ;
- (4) Benoni Dufour, gérant, né le 11 juillet 1957 à Ostende (Belgique) et résidant à 15, Op der Sank, L-7513 Aspelt, Luxembourg; et
- (5) Jan Pensaert, gérant de Valiance Asset Management Limited, né le 26 mai 1971 à Gent (Belgique) et résidant à 183 Randolph Avenue, Londres W9 1DJ;
- (6) Deloitte Audit, S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg est nommé comme auditeur externe de la Société pour une période indéterminée;
- (7) le Siège Social est établi 6, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, qui est connue du notaire par son prénom, nom, état et demeure, ladite partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. GINTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 7 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14257. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 mai 2015.

Référence de publication: 2015071297/395.

(150081007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Valiance Life Sciences Growth Investments SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 196.683.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of May.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) Valiance Life Sciences Growth Investments GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the Luxembourg notary Maître Henri Hellinckx residing in Luxembourg dated 6 May 2015, in the course of registration with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés,

here represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal on 6 May 2015, itself represented by Maître Manou Ginter, Avocat, residing professionally in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

and

(2) Valiance Asset Management Limited, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at 1st Floor, Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey GY1 1DB, registered with the Records of the Island of Guernsey under number 49062;

here represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal on 1 May 2015, itself represented by Maître Manou Ginter, Avocat, residing professionally in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Such proxies, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they form between themselves.

1. Art. 1. Form and name.

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "Valiance Life Sciences Growth Investments SICAV-SIF" (the Company).

1.2 The Company will be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2007 Act, the 2007 Act will prevail) as well as by these article of incorporation (the Articles).

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the Registered Office) is established in Munsbach. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Munsbach (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Companies Act) by a resolution of the General Partner (as defined in article 15 below).

2.2 The General Partner will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its Registered Office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its Registered Office, will remain a corporate partnership limited by shares incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited duration, provided that the Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Compartment (as defined in article 5.4) if no further Compartment is active at that time.

3.2 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 21 hereto as well as by the Companies Act.

4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of its management.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equity, bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) provide debt financing to entities into which the Company would otherwise make investment;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

(e) enter into any derivative agreement for the purposes of hedging;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the Memorandum (as defined in article 5.4 below).

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The capital of the Company will be represented by fully paid up shares of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12.

5.2 The capital must reach an amount of at least EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro) within twelve months of the date on which the Company has been registered as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs, and thereafter may not be less than this amount. Thereafter may not be less than this amount.

5.3 The initial capital of the Company was of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) represented by 30,993 (thirty thousand nine hundred and ninety-three) fully paid up shares with no par value and 7 (seven) GP Shares (as defined in article 5.6 below).

5.4 The Company has an umbrella structure and the General Partner will set up separate portfolios of assets that represent compartments as defined in article 71 of the 2007 Act (the Compartments, each a Compartment), and that are formed for one or more Classes (as defined under article 5.6). Each Compartment will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Compartment. The investment objective, policy and other specific features of each Compartment are set forth in the general section and the relevant special section of the confidential offering memorandum of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Memorandum). Each Compartment may have its own funding, Classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 One or more distribution Compartments may be established by the General Partner (each a Distribution Compartment). Notwithstanding anything to the contrary herein and in the Memorandum, at least 90% of the yearly net income of any such Distribution Compartment(s) will be distributed to Investors in the form of dividends.

5.6 The General Partner may, at any time, decide to issue one or more classes of shares within a particular Compartment (the Classes, each class of shares being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different

rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the Companies Act, including, without limitation, different:

- (a) type of target investors;
- (b) fees and expenses structures;
- (c) sales charge structures;
- (d) subscription procedures;
- (e) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (f) shareholders servicing or other fees;
- (g) distribution rights and policy, and the General Partner may in particular, decide that shares pertaining to one or more Class(es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest, higher preferred returns, lower performance, fee sharing arrangements or other fees or to receive preferred returns;
- (h) marketing targets;
- (i) transfer or ownership restrictions;
- (j) reference currencies;

provided that, at all times, the General Partner will hold at least one share that is reserved to the General Partner, in its capacity as sole manager (gérant) and unlimited shareholder (actionnaire commandité) of the Company (the GP Share) and that a maximum of one single GP Share will be issued by the Company per Compartment.

5.7 A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.8 The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Compartments whose investment objectives may differ from those of the Compartments then existing. Upon creation of new Compartments or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.9 Shares pertaining to a Class of shares may be further sub-divided in series of shares that will be considered for the purposes of the Companies Act as distinct categories of shares and any reference to a Class of shares in these Articles will mean, where appropriate, a reference to a particular series of such Class of shares. The specific features of any such series will be as described in the Memorandum.

5.10 The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Act, the rights of the shareholder and creditors relating to a Compartment or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the shareholders relating to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Compartment, and there will be no cross liability between Compartments, in derogation of article 2093 of the Luxembourg civil code.

5.11 The General Partner may create each Compartment for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Compartment one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. At the expiration of the duration of a Compartment, the Company will redeem all the shares in the Class(es) of shares of that Compartment, in accordance with article 8. At each extension of the duration of a Compartment, the registered shareholders will be duly notified in writing by a notice sent to their address as recorded in the Company's register of shareholders. The Memorandum will indicate whether a Compartment is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.12 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro (EUR), be converted into euro (EUR). The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Compartments.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 The Company only issues shares in registered form and shares will remain in registered form.

6.2 All issued registered shares of the Company will be registered in the register of shareholders which will be kept at the Registered Office by the Company or by one or more persons designated for this purpose by the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register will contain the name of each owner of registered shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered shares held by him/her/it, the amount paid up on each share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 The Company will not issue certificates for such inscription, but each shareholder will receive a written confirmation of his/her/its shareholding.

6.4 Shareholders will provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

6.5 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the Registered Office, or such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until

another address will be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his/her/ its address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its Registered Office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.6 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule will apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

6.7 With the exception of the GP Shares, the Company may decide to issue fractional shares to the nearest 1,000th. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class in the relevant Compartment on a pro rata basis.

6.8 All shares issued by the Company may be redeemed by the Company at the initiative of the Company in accordance with, and subject to, article 8 of these Articles and the provisions of the Memorandum.

6.9 Subject to the provisions of article 10, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The General Partner is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

7.2 With the exclusion of the GP Shares, shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (Well-Informed Investors).

7.3 The General Partner may impose conditions on the issue of share, any such condition to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the General Partner may, without limitation:

(a) decide to set minimum commitments and, generally, minimum holding amounts for a particular Class or Compartment;

(b) impose restrictions on the frequency at which shares are issued (and, in particular, decide that shares will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(c) reserve shares of a Compartment or Class exclusively to persons or entities that have entered into, or have executed, a subscription document under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specific period, up to a certain amount and makes certain representations and warranties to the Company. As far as permitted under Luxembourg law, any such subscription document may contain specific provisions not contained in the other subscription documents;

(d) determine any default provisions applicable to non or late payment for shares or restrictions on ownership of the shares;

(e) in respect of any one given Compartment and/or Class, levy a subscription fee and/or waive partly or entirely this subscription fee;

(f) decide that payments for subscriptions to shares will be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which such date(s) the subscription or commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Compartment and Class;

(g) set the initial offering period or initial offering date and the issue price in relation to each Class in each Compartment and the cut-off time for acceptance of the subscription document in relation to a particular Compartment or Class.

7.4 Shares in Compartments will be issued at the issue price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Compartment (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

7.5 A process determined by the General Partner and described in the Memorandum will govern the chronology of the issue of shares in a Compartment.

7.6 The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject (partially or totally) any request for subscription for shares, and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, unless otherwise provided for in the Memorandum, discontinue the issue and sale of shares of any Class of shares in any one or more Compartments.

Investor or shareholder's default

7.7 The failure of an investor or shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of its

application form, subscription document or agreement or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or shareholder the penalties determined by the General Partner and detailed in the Memorandum which may include without limitation:

- (a) the right of the Company to compulsorily redeem all or part of the shares of the defaulting shareholder in accordance with the provisions of the Memorandum;
 - (b) the right to require the defaulting shareholder to pay damages to the benefit of the Company;
 - (c) the right for the Company to retain all dividends paid (or to be paid) or other sums distributed (or to be distributed) with regard to the shares held by the defaulting shareholder;
 - (d) the right of the Company to require the defaulting shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;
 - (e) the loss of the defaulting shareholder's right to be, or to propose, members of such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;
 - (f) the loss of the defaulting shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the shareholders;
 - (g) the right of the Company to commence legal proceedings;
 - (h) the right of the Company to reduce or terminate the defaulting shareholder's commitment;
 - (i) the right of the other shareholders to purchase all or part of the shares of the defaulting shareholder at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;
 - (j) the right of the General Partner to require the shareholders of the relevant Compartment other than the defaulting shareholders to contribute additional amounts to cover any defaulted amounts;
- unless such penalties are waived by the General Partner in its discretion.

7.8 The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Company or the shareholders may have at law or under the subscription agreement, Memorandum or the relevant shareholder's commitment.

8. Art. 8. Redemptions of shares.

8.1 All Compartments will be closed-ended Compartments the Shares of which are not redeemable at the request of a shareholder.

8.2 The Company may redeem shares of any Class and Compartment, on a pro rata basis among shareholders of the relevant Class in order to proceed to a distribution, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and as the case may be, subject to compliance with the relevant re-investment rights as may be further set out in the Memorandum) as provided for each Compartment and/or Class in the Memorandum (if any). The right of the Company to redeem shares of a Compartment/a Class under this article 8 may be subject to the prior approval or advice of such consultative body as set out for a particular Compartment in the Memorandum.

8.3 The Company will announce in due time the redemption by way of mail addressed to the shareholders by the General Partner.

8.4 The Company may compulsorily redeem the shares:

- (a) held by a Restricted Person as defined in article 11, and in accordance with the provisions of article 11, which, for the avoidance of doubt, includes shares held by or for the account or benefit of a US Person (as defined in the Memorandum) that is not an Eligible US investor (as defined in the Memorandum);
- (b) for the purpose of equalisation of existing investors and late investors (e.g., in case of admission of subsequent investors) if provided in respect of a specific Compartment in the Memorandum;
- (c) in case of liquidation or merger of Compartments or Classes, in accordance with the provisions of article 28;
- (d) held by a defaulting investor or generally by any shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the Company, any required contributions or certain other payments to the relevant Compartment (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), or who fails to comply with the terms of the Memorandum, these Articles and the subscription agreement, in accordance with the terms of its subscription agreement to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the relevant special section of the Memorandum;
- (e) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription document, these Articles and the Memorandum.

9. Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Subject each time to the approval of the General Partner (which may be withheld at the General Partner's absolute discretion) and such terms and conditions as set out in the Memorandum, a shareholder may, if so provided in the Memorandum, convert all or part of its shares of a particular Class of shares of a Compartment into another Class of shares within the same Compartment or another Compartment.

9.2 If conversions are authorised in the Memorandum, a process determined by the General Partner and described in the Memorandum will govern the chronology of the conversion of shares in a Compartment or from one Compartment to another Compartment. The General Partner may impose conditions on the conversion of shares which will be detailed

in the Memorandum. A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. A conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the General Partner. The General Partner may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the General Partner, resulting from conversions, will not be paid out to shareholders.

9.3 As a rule, unless otherwise provided for in the Memorandum, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the net asset value per share prevailing on the dealing date in respect of which the redemption part of the relevant conversion request is undertaken by the relevant Compartment.

9.4 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.5 All applications for the conversion of shares are irrevocable, unless otherwise provided for in the Memorandum.

9.6 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any Class of shares falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are applicable - specified by the General Partner in the Memorandum, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the shareholder's shares in the given Class of shares; the acquisition part of the conversion application will remain unaffected by any additional redemption of shares.

9.7 Shares that are converted to shares of another Class of shares will be cancelled

10. Art. 10. Transfer of shares - Transfer of commitments.

10.1 The General Partner will not Transfer (as defined below) all or any part of its GP Shares or voluntarily withdraw as the general partner of the Company.

10.2 The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (Transfer) of all or any part of any investor's shares or undrawn commitment (to the exclusion of the GP Shares) in any Compartment is subject to the provisions of this article.

10.3 No Transfer of all or any part of any investor's shares or undrawn commitment in any Compartment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including without limitation, to an affiliate or by operation of law) will be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg, the U.S., the UK or any other jurisdiction (including, without limitation, the U.S. Securities Act, any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA) or subject the Company or any Compartment to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company in its absolute discretion;

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles or of the Memorandum;

(c) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended;

(d) the Transfer would result the investor's shares or undrawn commitment being acquired by: (i) an "employee benefit plan" as defined in section 3(3) of the US Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended (ERISA) which is subject to Title I of ERISA, (ii) a plan subject to section 4975 of the US Internal Revenue Code of 1986, as amended (the Code), (iii) an entity whose underlying assets include plan assets by reason of a plan's investment in such entity or (iv) a governmental, certain church or non-US plan which is not subject to Title I of ERISA or section 4975 of the Code but is subject to substantially similar federal, state, local or non-US law, unless, under this subsection (iv) only, the Transfer would not result in a violation of such similar law;

and it will be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(a) such Transfer be approved by the General Partner (such approval not to be unreasonably withheld);

(b) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is not a Restricted Person, and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it; and

(c) the transferee is not a Restricted Person (as defined in article 11.1 below);

(d) (unless otherwise agreed by the Company in its discretion) the transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement, commitment or any other agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the Memorandum).

10.4 Prior to a proposed Transfer, the General Partner will be entitled to require a written opinion of responsible legal counsel (at the expense of the transferring Investor), satisfactory in form and substance to the General Partner on any relevant regulatory or legal issue relating to the proposed Transfer, as well as such other matters as the General Partner may reasonably request.

11. Art. 11. Ownership restrictions.

11.1 The Company acting through its General Partner may restrict or prevent the ownership of shares or undrawn commitment by any person if:

- (a) in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or any Compartment;
- (b) it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

- (i) the General Partner, the Company, any of the initiators, a Compartment or its intermediary vehicles or a service provider incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or

- (ii) the Company, a Compartment or its intermediary vehicles being required to register its shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg;

- (c) it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company, the General Partner, any of the initiators, any Compartment or its intermediary vehicles, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);

- (d) such person is not a Well-Informed Investor;

- (e) such person is a US person that is not an Eligible US Investor;

(such individual or legal entities are to be determined by the General Partner and are defined herein as Restricted Persons, provided that a Person under item (d) above will automatically be a Restricted Person).

11.2 For such purposes the Company may:

- (a) decline to issue any shares and decline to register any Transfer of shares or assignment of undrawn commitment, where such registration, or Transfer or assignment would result in legal or beneficial ownership of such shares or undrawn commitment by a Restricted Person; and

- (b) at any time require any person, whose name is entered in the register of shareholders or of undrawn commitments or who seeks to register a Transfer in the register of shareholders or of undrawn commitments, to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares/undrawn commitment rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares/undrawn commitment by a Restricted Person.

11.3 If it appears that a shareholder of the Company is a Restricted Person, the Company will be entitled to, in its absolute discretion:

- (a) decline to accept the vote of the Restricted Person at any general meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting); and/or

- (b) retain all dividends paid or to be paid or other sums distributed or to be distributed with regard to the shares held by the Restricted Person; and/or

- (c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its interests to any Well-Informed Investor approved by the Company and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) days of the sending of the relevant notice subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in the Memorandum; and/or

- (d) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the Company, either (i) 25% of the net asset value of the relevant shares or

- (ii) the costs incurred by the Company and any service provider as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

11.4 The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the abovenamed powers in good faith.

12. Art. 12. Calculation of net asset value.

12.1 The net asset value of each Class in each Compartment will be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law on each valuation day as stipulated in the Memorandum (each a Valuation Date). The net asset value will be calculated up to three decimal places and rounded up or down to the nearest decimal point. For Compartments which do not have a daily Valuation Date, the Company may, at its discretion, calculate an estimated net asset value on days which are not Valuation Dates. The said estimated net asset value cannot be used for subscription, redemption or conversion purposes and will be calculated for information only. Furthermore, exceptionally and upon the decision of the General Partner, the Company may decide to calculate an exceptional net asset value for the specific purposes of subscription, redemption or conversion.

12.2 The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various Compartments.

12.3 The administrative agent of the Company will under the supervision of the Company compute the net asset value per Class in the relevant Compartment as follows: each Class participates in the Compartment according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements

attributed to a particular Class of a particular Compartment on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total net asset value attributable to that Class of that Compartment on that Valuation Date. The assets of each Class will be commonly invested within a Compartment but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the Memorandum. A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the net asset value of that Class of that Compartment on that Valuation Date divided by the total number of shares of that Class of that Compartment then outstanding on that Valuation Date.

12.4 For the purpose of calculating the net asset value per Class of a particular Compartment, the net asset value of each Compartment will be calculated by calculating the aggregate of:

(a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of these Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Compartment, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

12.5 The total net assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment will result from the difference between the gross assets (including the market value of investments owned by the Company which are allocated to the relevant Compartment and its relevant intermediary vehicles) and the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment, provided that:

(a) the equity or liability interests attributable to investors will be adjusted to take into account the fair (i.e. discounted) value of deferred tax liabilities as determined by the Company in accordance with its internal rules;

(b) the acquisition costs for investments (including the costs of establishment of intermediary vehicle, as the case may be) will be amortised over the planned strategic investment period of each of such investment (or property); and

(c) the set up costs for the Company and all Compartments will be amortised over a period of 5 years rather than expensed in full when they are incurred.

12.6 The assets of a Compartment will include:

(a) all investments registered in the name of the Company for the account of the relevant Compartment or any intermediary vehicles;

(b) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon, owned by such Compartment;

(c) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered) owned by such Compartment;

(d) all financial instruments and securities including but not limited to bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and similar assets owned or contracted for by the Compartment;

(e) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Compartment to the extent information thereon is reasonably available to the Compartment;

(f) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Compartment except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;

(g) the formation expenses of the Compartment, including the cost of issuing and distributing shares of the Compartment, insofar as the same have not been written off; and

(h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

12.7 The value of the assets of the Company in respect of a Compartment will be determined as follows:

(a) investments in private equity securities other than the securities mentioned above will be estimated with due care and in good faith, in accordance with the guidelines and principles for valuation of portfolio companies set out by International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, published by the EVCA, the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC) in March 2005, as may be amended from time to time;

(b) securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;

(c) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof will be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(d) the liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market will mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market will be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Compartment; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day

with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(e) liquid assets and money market instruments are valued at their nominal value plus accrued interest, or on the basis of amortised costs;

(f) all other assets are valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Company.

12.8 The Company, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Compartment. This method will then be applied in a consistent way. The administrative agent of the Company can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the net asset value calculation.

12.9 For the purpose of determining the value of the Company and the Compartments' assets, the administrative agent of the Company, having due regards to the standards of care and due diligence in this respect, may, when calculating the net asset value, rely, unless there is fraud, wilful misconduct, manifest error or gross negligence on its part, upon the valuations provided either (i) by the General Partner, (ii) by various recognised independent pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters, etc.) indicated by the General Partner, (iii) by prime brokers and brokers indicated by the General Partner, (iv) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the General Partner. Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent of the Company may rely upon the valuation provided by the General Partner.

12.10 In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent of the Company and/or the Company, which could have a significant impact on the net asset value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent of the Company may be authorised by the Company not to calculate the net asset value for the relevant Compartment(s) or to use such external and specific valuation method or pricing sources provided by the Company or valuation agents appointed for that purpose by the Company and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption prices. The Company will be informed immediately by the administrative agent of the Company should this situation arise. The Company may then decide to suspend the calculation of the net asset value in accordance with the procedures described in the Memorandum.

12.11 The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of denomination of the relevant shares will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Company.

12.12 The liabilities of the Company will include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), depositary fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- (f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the Company will take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

12.13 For the purpose of this article 12:

- (a) shares to be issued by the Company in any Compartment will be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the relevant Compartment the price therefore will be deemed to be an asset of the relevant Compartment;
- (b) shares of the Company in any Compartment to be redeemed (if any) will be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Compartment the price therefore will be deemed to be a liability of the relevant Compartment;
- (c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the respective Compartment/Class will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force as of the Valuation Date; and
- (d) where on any Valuation Date the Company for the account of a Compartment has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the Compartment and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the Compartment;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the Compartment and the asset to be delivered by the Compartment will not be included in the assets of the Compartment;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value will be estimated by the General Partner.

12.14 The assets and liabilities of the Company will be allocated as follows:

(a) the proceeds to be received from the issue of shares of any Class will be applied in the books of the Company to the Compartment corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Compartment, the relevant amount will increase the proportion of the net assets of such Compartment attributable to that Class;

(b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Compartment will be attributable to the Class or Classes corresponding to such Compartment;

(c) where any asset is derived from another asset, such asset will be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value will be applied to the relevant Class or Classes;

(d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Compartment or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Compartment, such liability will be allocated to the relevant Class or Classes within such Compartment;

(e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability will be allocated to all the Classes pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Class will correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (ii) such right will vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Memorandum;

(f) upon the payment of distributions to the shareholders of any Class, the net asset value of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

12.15 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company, the Compartments or any shares issued by the Company;

(c) the net asset value per share may be rounded up or down to the nearest whole cent of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated;

(d) the net asset value per share of each Class in each Compartment will be communicated by the administrative agent of the Company to the shareholders within a reasonable period of time after it is established and is made available to the investors at the Registered Office and available at the offices of the administrative agent as soon as practicable after the most recent Valuation Date and in principle, within such period of time as is set for in the Memorandum, although in certain circumstances, the net asset value could be made available later. The Company may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Compartment/Class and any other currency at the discretion of the Company in leading financial newspapers. The Company and the General Partner cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(e) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Compartment as further laid down in the Memorandum;

(f) with respect to the protection of Investors in case of NAV calculation error, the Company intends to comply with the principles and rules set out in CSSF circular 02/77 of 27 November 2002 (Circular 02/77), subject to what is specified in each Special Section.

13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the net asset value.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the net asset value of shares of any Compartment and/or the issue of the shares of such Compartment to subscribers and/or the redemption of the shares of such Compartment from its shareholders and/or conversions of shares of any Class in a Compartment in any of the following circumstances:

(a) when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Compartment or when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Compartment is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the assets of the Company attributable to such Compartment is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company attributable to such Compartment or if, for any exceptional circumstances, the value of any asset of the Company attributable to such Compartment may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of shares, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets attributable to such Compartment cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when there exists in the opinion of the General Partner a state of affairs where disposal of the Company's assets attributable to such Compartment, or the determination of the net asset value of the shares, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming shareholders;

(f) when for any reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Compartment cannot promptly or accurately be ascertained or when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more Investment representing a substantial portion of the assets of the relevant Compartment is suspended;

(g) in accordance with, and in the circumstances set out under, article 12.10 of these Articles;

(h) when the suspension is required by law or legal process;

(i) when for any reason and in its absolute discretion the General Partner determines that such suspension is in the best interests of shareholders;

(j) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company will notify all shareholders of the relevant Compartment of such suspension.

13.3 Such suspension as to any Compartment will have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Compartment.

13.4 Any request for subscription, redemption and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant Compartment, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company before the end of the suspension period, such application will be dealt with on the first Valuation Date, as determined for each relevant Compartment, following the end of the period of suspension.

14. Art. 14. Liability of shareholders.

14.1 The owners of limited shares (i.e., shares of whatever Class to the exclusion of the GP Shares) are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

14.2 The General Partner's liability will be unlimited.

15. Art. 15. Management.

15.1 The Company will be managed by Valiance Life Sciences Growth Investments GP S.à r.l. (the General Partner). The General Partner will be the liable partner (actionnaire commandité) and who will be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of shareholders.

15.3 The General Partner will namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner will have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

16. Art. 16. Authorised signature. The Company will be bound towards third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority will have been delegated by the General Partner as the General Partner will determine in its discretion, except that such authority may not be conferred to a limited partner (associé commanditaire) of the Company.

17. Art. 17. Investment policy and restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes of shares within particular Compartments and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as will be set forth by the General Partner in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The General Partner will also have power to determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company or any Compartment thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company or a Compartment's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Compartment) may acquire.

17.3 The General Partner, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Compartments be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

18. Art. 18. Conflict of interests.

18.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors, managers or officers of the General Partner or the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

18.2 Any director, manager or officer of the General Partner or of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company will contract or otherwise engage in business will not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19. Art. 19. Indemnification.

19.1 The General Partner and each of its directors, managers, officers, agents and employees to the extent directly involved in the business of the relevant Compartment and all members of the board of managers of the General Partner and such other person designated as an Indemnified Person in the Memorandum (each referred to as Indemnified Person) are entitled to be indemnified, out of the relevant Compartment's assets against any and all liabilities, obligations, losses, damages, fines, taxes and interest and penalties thereon, claims, demands, actions, suits, proceedings (whether civil, criminal, administrative, investigative or otherwise) and litigation costs, expenses and disbursements (including legal and accounting fees and expenses, costs of investigation and sums paid in settlement) which may be imposed on, incurred by, or asserted at any time against that person in any way related to or arising out of such Indemnified Person being involved in the business of the relevant Compartment, provided that no Indemnified Person will be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence. In relation to Compartments with a drawdown structure, indemnity amounts in no case will exceed the amount of total commitments to the relevant Compartment. Where a portion of total commitments has already been drawn-down, in no case indemnity amounts will exceed total undrawn commitment plus any amounts that will be realised from the relevant Compartment's portfolio, up to an amount not exceeding total commitments.

19.2 In the event of a settlement, indemnification will be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. To assess whether or not indemnification will be provided in these circumstances, the General Partner will be advised by counsel selected in good faith by the General Partner. The foregoing right of indemnification will not exclude other rights to which such person may be entitled.

20. Art. 20. Meetings of shareholders.

20.1 The annual General Meeting will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the Registered Office or at such other place in the municipality of the Registered Office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the twentieth day of May of each year at 14.00 (Luxembourg time). If such day is not a Luxembourg business day, the annual General Meeting will be held on the next following Luxembourg business day.

20.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner exceptional circumstances so require.

20.3 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

20.4 All General Meetings will be chaired by the General Partner.

20.5 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company will represent the entire body of shareholders of the Company. No resolution of the shareholders will be effective without the consent of the General Partner.

20.6 Any decisions of General Meetings (other than those set out under articles 28.2 and 28.3) will be subject to the consent of or veto by the General Partner.

20.7 To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any Shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

21. Art. 21. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and vote.

21.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

21.2 The General Partner may convene a General Meeting at any time. It will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) business days before the relevant General Meeting.

21.3 All the shares of the Company being in registered form, the convening notices will be made by registered letters only.

21.4 Each share is entitled to one vote, subject to the provisions of articles 7 and 11.

21.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting subject to the express consent of the General Partner.

21.6 However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted in a General Meeting properly convened and constituted in accordance with the Companies Act (i.e., 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the votes cast) and any other relevant Luxembourg law and with the express consent of the General Partner.

21.7 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

21.8 Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class of shares vis-à-vis those of any other Class of shares will only be valid if passed in accordance with article 68 of the Companies Act and the express consent of the General Partner.

21.9 A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who need not be a shareholder) as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

21.10 If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

21.11 The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the agenda as set forth in the convening notice and (iii) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

21.12 The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

22. Art. 22. General meetings of shareholders in a compartment or in a class of shares.

22.1 The shareholders of the Classes of shares issued in a Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Compartment.

22.2 In addition, the shareholders of any Class of shares may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that Class of shares.

22.3 The provisions of articles 20.6 and 21 apply to such General Meetings.

23. Art. 23. Auditors.

23.1 The accounting information contained in the annual report of the Company will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

23.2 The auditor will fulfil all duties prescribed by the 2007 Act.

24. Art. 24. Liquidation or merger of compartments or classes of shares.

24.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Compartment or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to offer to the relevant shareholders the conversion of their shares into shares of another Compartment under terms fixed by the General Partner or to compulsorily redeem all the shares of the relevant Compartment or Class at the net asset value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect. The Company will serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations. Registered shareholders will be notified in writing.

24.2 In addition, the General Meeting of any Class or of any Compartment will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the General Partner, to redeem all the shares of the relevant Compartment or Class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for a General Meeting constituted pursuant to this article 24, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting subject to the consent of the General Partner.

24.3 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the liquidation, the merger or the transfer of the relevant Compartment.

24.4 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation or merger will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

24.5 All redeemed shares will be cancelled.

24.6 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment or to another UCI organised under the provisions of the 2007 Act or the act of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another compartment within such other UCI (the New Compartment) and to redesignate the shares of the Compartment concerned as shares of another Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effective date (and, in addition, the notice to shareholders will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

24.7 Notwithstanding the powers conferred on the General Partner by article 24.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Compartment or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, subject to the consent of the General Partner.

24.8 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another UCI referred to in article 24.6 or to another compartment within such other UCI will require a resolution of the shareholders of the Class or Compartment concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation. Any General Meeting resolution taken in accordance with this article 24.8 is subject to the General Partner's consent.

25. Art. 25. Financial year. The financial year of the Company will begin on 1 January and terminate on 31 December of each year, except for the first financial year which will begin on the date of incorporation of the Company and end on 31 December 2015.

26. Art. 26. Application of income.

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by law, how the income from the Compartment will be applied with regard to each existing Class of shares, and may declare, or authorise the General Partner to declare, distributions.

26.2 For any Class of shares entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

26.3 Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

26.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

26.5 The General Partner may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the General Partner.

26.6 Unless otherwise set out in the Memorandum, the Company may, with the approval of a Shareholder (such consent not to be unreasonably withheld), agree to make, in whole or in part, a distribution in-kind of assets of a Compartment to that Shareholder in lieu of making distribution in cash to that Shareholder, subject to the conditions of and as further set out the Memorandum.

26.7 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeit and revert to the Class(es) of shares issued in the respective Compartment.

26.8 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

27. Art. 27. Depositary.

27.1 The Company will enter into a depositary agreement with a bank or savings institution which will satisfy the requirements of the 2007 Act (the Depositary) who will assume towards the Company and its shareholders the respon-

sibilities provided by the 2007 Act. The fees payable to the Depositary will be determined in the Depositary bank agreement.

27.2 In the event of the Depositary desiring to retire, the General Partner will within two months appoint another financial institution to act as Depositary and upon doing so the directors will appoint such institution to be Depositary in place of the retiring Depositary. The General Partner will have power to terminate the appointment of the Depositary but will not remove the Depositary unless and until a successor Depositary will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

28. Art. 28. Winding up.

28.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles and subject to the provisions of article 20.6 above.

28.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the General Partner. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting subject to the provisions of article 20.6 above.

28.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5. In such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

28.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the determination that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

28.5 In the event of a voluntary liquidation, the Company will, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company will be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the CSSF, will be appointed by a General Meeting, which will determine their powers and compensation.

28.6 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be applicable.

28.7 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Act and the Companies Act.

28.8 The issue of new shares by the Company will cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company will be proposed.

28.9 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

28.10 In the event of dissolution of the Company liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which will determine their powers and their compensation.

28.11 The liquidator(s) will realise each Compartment's assets in the best interests of the shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Compartment, net of all liquidation expenses, among each Class of shareholders in accordance with their respective rights.

28.12 Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeit.

29. Art. 29. Applicable law.

29.1 All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2007 Act and the Companies Act in accordance with article 1.2.

Transitory Provisions

The first financial year will begin today and it will end on 31 December 2015.

The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

Valiance Life Sciences Growth	7 (seven) GP Shares;
Investments GP S.à r.l., prenamed	
Valiance Asset Management Limited, prenamed:	30,993 (thirty thousand nine hundred and ninety-three) shares
Total:	31,000 (thirty-one thousand) shares

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

The valuation certificate and the confirmation by the shareholder(s), after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Statement and Estimate of Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,500.-

Extraordinary General Meeting

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a General Meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the shareholders passed, with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

- (1) that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
- (2) that Deloitte Audit, S.à r.l., with registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg has been appointed as the external auditor of the Company for a period ending on the date of the annual General Meeting to be held in 2016;
- (3) that the Registered Office is established at 6, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notary deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: M. GINTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 7 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14258. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015072028/871.

(150081953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Le Green se met au vert S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.730.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-sixième jour du mois de février,
par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire demeurant à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

ADOREA S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (R.C.S. Luxembourg), ayant un capital social de quarante-sept mille cinq cents Euro (EUR 47.500.-) (l'Associé Fondateur);
ici représentée par Roy Bernard Edouard de TAO et Kévin Richard Burton, gérants de l'Associé Fondateur.

Laquelle partie comparante a requis le notaire soussigné d'enregistrer l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et de dresser les statuts qu'elle a arrêtés comme suit:

STATUTS

Art. 1^{er}. Définitions. Pour ce qui est de l'interprétation de ces statuts, à moins que le contexte ne l'indique de manière différente, les termes suivants auront les significations suivantes:

Assemblée Générale signifie l'assemblée générale des Associés.

Associés signifie les personnes nommées dans le registre des associés de la Société, conformément à l'article 185 de la Loi, en tant que détenteurs de Parts Sociales de temps à autre et Associé signifie n'importe lequel d'entre eux.

Associé Unique	signifie la personne unique nommée dans le registre des associés de la Société, conformément à l'article 185 de la Loi, en tant que seul détenteur des Parts Sociales de temps à autre.
Conseil	signifie l'organe de gérance de la Société, si plusieurs Gérants ont été nommés.
Gérants	signifie les personnes nommées en cette qualité par l'Assemblée Générale et Gérant signifie n'importe lequel d'entre eux.
Gérant Unique	signifie le gérant unique de la Société.
Groupe	signifie la Société et ses Filiales.
Jour Ouvrable	signifie toute journée (autre qu'un samedi ou un dimanche) pendant laquelle les banques commerciales sont normalement ouvertes au public au Luxembourg.
Loi	signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre.
Parts Sociales	signifie les parts sociales nominatives dans le capital social de la Société ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune et Part Sociale signifie n'importe laquelle d'entre elles.
Président	signifie le président du Conseil de temps à autre.
Résolutions Circulaires des Associés	aura la signification donnée à ce terme à l'article 10.
Société	signifie Le Green se met au vert S.à r.l.
Statuts	signifie les présents statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre.

Art. 2. Forme et Dénomination. La dénomination de la Société est «Le Green se met au vert S.à r.l.». La Société est une société à responsabilité limitée régie par les présents Statuts, la Loi et la législation applicable.

La Société peut avoir un Associé Unique ou des Associés. Toute référence aux Associés dans les Statuts est une référence à l'Associé Unique si la Société n'a qu'un (1) seul Associé.

Art. 3. Objet Social. La Société a pour objet à Luxembourg et à l'étranger, l'achat, la fabrication, la commercialisation et la revente de produits de restauration rapide ainsi que la vente de paniers de légumes Bio. L'établissement proposera la vente au comptoir d'aliments et de boissons présentés dans des conditionnements jetables, que l'on peut consommer sur place ou à emporter. Ces aliments et boissons peuvent également être proposés en livraison immédiate par véhicule motorisé ou non, en magasin ou sur éventaire et marché. Des services de conciergerie aux entreprises pourront également être proposés.

L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations ou d'intérêts, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de billets à ordre, de titres de créance ou de toute sorte de créance ou de titres participatifs.

La Société peut prêter des fonds comprenant, sans limitation, ceux résultant de ses emprunts et/ou des émissions de titres participatifs ou de titres de créance de toute sorte, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toutes autres sociétés et/ou entités jugées appropriées.

La Société peut également garantir, accorder des garanties à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut en outre consentir des garanties, nantir, céder ou grever de charge ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs pour garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, généralement pour son propre bénéfice et celui de toute autre société ou personne. Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer d'activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut encore agir en tant qu'associé commandité ou commanditaire avec responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les créances et obligations de sociétés en commandite (partnership) ou entités similaires.

La Société peut employer toutes techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits, aux fluctuations monétaires, aux fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, accomplir toutes les opérations (comprenant, sans limitation, des transactions mobilières et immobilières) utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

Art. 4. Durée de la Société. La Société est formée pour une période indéterminée.

Art. 5. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré vers toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale. Dans les limites de la commune de Luxembourg, le siège social peut être transféré par une résolution du Conseil ou, dans le cas d'un Gérant unique, par une décision du Gérant Unique.

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, a encore le droit de créer des succursales, des filiales ou d'autres bureaux en tous lieux qu'il jugera appropriés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée entre le siège social de la Société et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social de la Société à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures temporaires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 6. Capital Social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à quarante mille Euro (EUR 40.000,-), représenté par quarante mille (40.000) Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant de la manière requise en cas de modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.

Art. 7. Parts Sociales. Toutes les Parts Sociales sont nominatives, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Un registre des Associés est tenu au siège social, où il peut être consulté par tout Associé. Ce registre contient le nom de tout Associé, sa résidence ou son domicile élu, le nombre de Parts Sociales qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ses Parts Sociales, ainsi que la mention des cessions/souscriptions de Parts Sociales et les dates de ces cessions/souscriptions ainsi que toutes garanties accordées sur les Parts Sociales de temps à autre. Chaque Associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'Associé qu'elle a reçue. La propriété des Parts Sociales est établie par inscription dans ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions peuvent être émis aux Associés et ces certificats, s'ils sont émis, seront signés par le Président ou par deux (2) Gérants ou, le cas échéant, par le Gérant Unique.

La Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale. Dans le cas où une Part Sociale viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits attachés à cette Part Sociale jusqu'au moment où une (1) personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

La Société peut racheter ou retirer ses propres Parts Sociales à condition d'annuler immédiatement les Parts Sociales rachetées ou retirées et de réduire le capital social souscrit de la Société correspondante.

Art. 8. Cessions de Parts Sociales. La cession de Parts Sociales entre Associés peut se faire librement. La cession de Parts Sociales à des tiers est soumise à l'accord unanime des Associés. La cession de Parts Sociales à des tiers en raison du décès d'un Associé doit être approuvée par les Associés à l'unanimité.

La cession de Parts Sociales peut s'effectuer par une déclaration écrite de la cession inscrite au registre des Associés, cette déclaration de cession devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaire pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de cession d'autres instruments de cession prouvant les consentements du cédant et du cessionnaire, et jugés suffisants par la Société.

Art. 9. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Aussi longtemps que la Société n'a qu'un (1) Associé, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un (1) seul Associé. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux écrits.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Associés, toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente tous les Associés. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 10. Assemblée Générale annuelle - Autres Assemblées Générales. Si le nombre d'Associés excède vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la Loi à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de l'Assemblée Générale, le troisième jeudi de juin de chaque année à 16h30 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant.

Nonobstant ce qui précède, l'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Les résolutions des Associés seront prises par l'Assemblée Générale ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) dans le cas où le nombre des Associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

Lorsque la (les) résolution(s) doit/doivent être prise(s) par le biais de Résolutions Circulaires des Associés, chaque Associé recevra un projet de la (des) résolution(s) à passer, et signera la (les) résolution(s). Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les Associés seront valides et engageront la Société comme si elles avaient été prises pendant une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et porteront la date de la dernière signature.

Art. 11. Convocation, quorum, avis de convocation, procurations et vote. Les Associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative (i) de tout Gérant ou, le cas échéant, du Gérant Unique, (ii) du/des commissaire(s) aux comptes le cas échéant ou (iii) d'Associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social souscrit de la Société.

Les avis de convocation pour toute Assemblée Générale sont envoyés à tous les Associés par lettre recommandée à leur domicile dont il est fait mention dans le registre des Associés tenu par la Société au moins huit (8) jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Si tous les Associés sont présents et/ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale pourra être tenue sans convocation préalable.

Chaque Associé peut prendre part aux Assemblées Générales en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), une autre personne comme mandataire, Associé ou non.

Tout Associé peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) tous les Associés participant à l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'Assemblée Générale peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Associés peuvent valablement délibérer. La participation à une Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à l'Assemblée Générale.

Les Résolutions devant être adoptées en Assemblées Générales seront prises par les Associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social souscrit de la Société. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première Assemblée Générale, les Associés seront convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les résolutions seront prises lors de la seconde Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social souscrit représenté.

Les Statuts peuvent être modifiés avec le consentement d'une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins trois-quarts (3/4) du capital social souscrit de la Société.

Le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements d'un Associé dans la Société exigent l'accord unanime des Associés.

Chaque Part Sociale donne droit à un (1) vote aux Assemblées Générales.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs Gérant(s), Associés ou non.

Le(s) Gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale détermine également le nombre de Gérants, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un Gérant peut être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé, à tout moment, par une résolution prise par l'Assemblée Générale.

Si plusieurs Gérants sont nommés, ceux-ci constitueront le Conseil.

Art. 13. Réunion du Conseil. Le Conseil doit nommer un Président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, Gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil, des résolutions passées en Assemblée Générale ou des résolutions passées par l'Associé Unique. Le Président préside toutes les réunions du Conseil. En son absence, les autres Gérants nommeront un autre Président pro tempore qui présidera la réunion en question par un vote à la majorité simple des Gérants présents et/ou représentés à la réunion en question.

Les réunions du Conseil sont convoquées par le Président ou par deux (2) Gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation de la réunion.

Avis écrit de toute réunion du Conseil est donné à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés brièvement dans la convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents et/ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque Gérant donné par écrit soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise). Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion se tenant au lieu et place prévus dans une résolution préalablement prise par le Conseil.

Tout Gérant peut se faire représenter lors d'une réunion du Conseil en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), un autre Gérant comme son mandataire.

Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente et/ou représentée. Un Gérant peut représenter plus d'un de ses collègues, à condition que deux (2) Gérants au moins soient présents à la réunion ou y participent par un moyen de communication qui est autorisé par les Statuts ou par la Loi. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents et/ou représentés.

Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion sera prépondérante.

Tout Gérant peut participer à la réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) tous les Gérants participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les Gérants peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil qui se tient par le biais de tels moyens de communication sera considérée comme s'étant tenue au Luxembourg.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles le justifiant, une résolution du Conseil peut également être prise par écrit. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise) par tous les Gérants. La date d'une telle résolution est la date de la dernière signature.

L'article 13 ne s'applique pas dans le cas où la Société est administrée par un Gérant Unique.

Art. 14. Procès-verbaux de réunions du Conseil et Procès-verbaux des résolutions du Gérant Unique. Les résolutions prises par le Gérant Unique sont inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil sont signés par le Président ou un membre du Conseil qui en aura assumé la présidence ou par tous les Gérants ayant assisté à la réunion. Les procès-verbaux des résolutions prises par le Gérant Unique sont signés par le Gérant Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président, deux (2) Gérants ou le Gérant Unique (le cas échéant).

Art. 15. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et autoriser et/ou exécuter ou faire exécuter tous les actes de disposition et d'administration correspondant à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil ou, le cas échéant, du Gérant Unique.

Art. 16. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut nommer un délégué à la gestion journalière, Associé ou non, membre du Conseil ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

Le Conseil peut nommer une personne, Associé ou non, Gérant ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une telle entité.

Le Conseil est aussi autorisé à nommer une personne, Gérant ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 17. Signatures autorisées. La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou le cas échéant, (ii) la signature du Gérant Unique.

La Société est également engagée par la signature conjointe de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou par le Gérant Unique, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée par la seule signature, selon le cas, de la personne nommée à cet effet conformément au premier paragraphe de l'article 16 ci-dessus.

Art. 18. Responsabilité du (des) Gérant(s). Le(s) Gérant(s) ne contractent, en raison de leur position, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi. Ils ne sont que des agents autorisés et ne sont donc simplement responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 19. Commissaire(s) aux comptes. Si le nombre d'Associés dépasse vingt-cinq (25), les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaire(s) aux comptes ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises agréé.

Les Associés nomment le(s) commissaire(s) aux comptes, s'il y a lieu, et le réviseur d'entreprises agréé, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction pour une période ne pouvant excéder six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes et le réviseur d'entreprises agréé sont rééligibles.

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

Art. 21. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique dressera les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la Loi.

Chaque Associé peut inspecter l'état comptable ci-dessus et les comptes annuels au siège social de la Société.

Art. 22. Affectation des bénéfices. Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui sont affectés à la réserve requise par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 6 ci-dessus, et deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en dessous de ce seuil d'un dixième (1/10).

L'Assemblée Générale annuelle décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décide de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société et dans les limites de la Loi, étant entendu qu'il sera distribué annuellement un minimum de vingt-cinq pour cent (25%) du bénéfice net annuel pour autant que le budget annuel de la Société pour l'année suivante le permette.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, dans les conditions suivantes:

- (i) le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, dresse des comptes intermédiaires;
- (ii) les comptes intermédiaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au Conseil que les conditions (i) et (ii) ci-dessus ont été satisfaites;
- (iv) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être prise par les Associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intermédiaires;
- (v) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société;
- (vi) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les Associés doivent rembourser l'excédent à la Société.

Art. 24. Dissolution. La Société n'est pas dissoute du fait de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de la faillite, de l'insolvabilité ou de tout autre événement similaire affectant un (1) ou plusieurs Associés.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateur(s).

Le boni de liquidation, après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, sera distribué aux Associés proportionnellement aux Parts Sociales détenues par eux.

Art. 25. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées conformément à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, l'Associé Fondateur déclare qu'il souscrit les quarante mille (40.000) parts sociales représentant la totalité du capital social souscrit de la Société.

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par l'Associé Fondateur par un paiement en numéraire, de sorte que le montant de quarante mille Euro (EUR 40.000,-) payé par l'Associé Fondateur est désormais à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 182 et 183 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions des articles 27 et 184 de la Loi.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions de l'associé unique

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société, a pris les résolutions suivantes:

- (a) le nombre de gérants est fixé à deux (2);
- (b) les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société comme suit:
 - Roy Bernard Edouard de TAO, né le 16 août 1953 à Créhange (France), demeurant à 3, allée Clément Ader, Villa St. Exupéry, F-74940 Annecy Le Vieux, France, en tant que gérant administratif;
 - Kévin Richard Burton, né le 12 septembre 1979 à Metz (France), demeurant à 50, Boulevard St. Symphorien, F-57050 Longeville les Metz, France, en tant que gérant technique.
- (c) La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et d'un gérant administratif;
- (d) les membres du Conseil sont nommés pour une période illimitée; et
- (e) l'adresse du siège social de la Société est fixée au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite à la partie comparante, connue du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ladite partie comparante a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: R. B. E. de Tao, K. R. Burton, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 3 mars 2015. GAC/2015/1775. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 26 mars 2015.

Référence de publication: 2015049306/331.

(150055720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Le Green se met au vert S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.730.

—
EXTRAIT

L'associé unique de la Société, ADOREA S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.617 a changé en date du 23 mars 2015 sa dénomination en Tetragonia S.à r.l..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Le Green se met au vert S.à r.l.

Référence de publication: 2015049307/13.

(150055720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

SGAM AI KANTARA Co. II. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.567.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of April,
Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of SGAM Al Kantara Co. II. S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 143567, with an issued share capital amounting to EUR 12,500.-, fully paid-up and subscribed and divided into 12,500 shares with each a par value of EUR 1.-

THERE APPEARED:

Recordati S.A. Chemical and Pharmaceutical Company, a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 59154 (the "Sole Shareholder")

here represented by Mr. Maurizio Di Bernardo Maggiore, private employee, residing professionally at Via Civitali, 20148 Milano, Italy, by virtue of a proxy established on 24 April 2015.

The proxy signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary shall remain appended herewith to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following:

1. The appearing party is the sole shareholder of the Company. As a result, ALL and WHOLE of the 12,500 shares currently issued in the share capital of the Company are represented at this extraordinary general meeting of the shareholder of the Company (the "Meeting"). The Sole Shareholder declares having been informed in advance of the agenda of the Meeting and waived all convening requirements and formalities. The Meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and take the appropriate resolutions;

2. Approval of the merger (the "Merger" and the "Merger Approval") between the Company, acting as the absorbed company (the "Absorbed Company") and the Sole Shareholder, namely Recordati S.A. Chemical and Pharmaceutical Company, a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 59154, with an issued share capital amounting to EUR 82,500,000.-, (the "Absorbing Company", and together with the Absorbed Company, the "Merging Companies");

After the foregoing was approved by the Meeting, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

After having duly noted that (i) the common merger plan between the Merging Companies (the "Common Merger Plan") had been acted pursuant to a notarial deed dated 12 March 2015, as further published in the Mémorial, Section C, n° 893, dated 25 March 2015, pages 38988, and (ii) that all conditions and formalities previously required for the purpose of this Merger Approval have been fulfilled, the Meeting resolves to approve the Merger, in full accordance with Article 272 of the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies' Law").

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that all the documents required by article 267 from (a) to (c) (included) of the Law have been deposited at the registered office of the Company for its inspection at least one (1) month before the date of the present meeting.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to keep for five (5) years, all the documents of the Company at the registered office of the Company located at the following address: 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Absorbing Company as per the Common Merger Plan and as a result of the Merger Approval are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (1,500.-).

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois d'avril,

Pardevant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Helinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des associés de SGAM AI Kantara Co. II. S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143567, ayant un capital social de EUR 12.500,-, intégralement souscrit et libéré et divisé en 12.500 parts sociales, chacune d'une valeur nominale de EUR 1,-

A COMPARU:

Recordati S.A. Chemical and Pharmaceutical Company, une société anonyme ayant son siège statutaire à 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 59154, ayant un capital social de EUR 82.500.000,- intégralement souscrit et libéré (l' "Associé Unique"),

Telle que représentée par Maurizio Di Bernardo Maggiore, employé privé, résidant professionnellement à Via Civitali, 20148 Milano, Italie, en vertu d'une procuration à lui donnée le 24 Avril 2015.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La partie comparante, telle que représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte qui suit:

1. La partie comparante est le seul associé de la Société. Par suite, l'intégralité des 12.500 parts sociales présentement émises dans le capital social de la Société sont représentées à cette assemblée générale extraordinaire de la Société («l'Assemblée»). L'Associé Unique déclare avoir été informé par avance de l'agenda de l'Assemblée et a renoncé à toutes formalités de convocation. L'Assemblée est par conséquent valablement constituée et peut valablement délibérer et prendre des résolutions.

2. Approbation de la fusion par absorption (la "Fusion" et l'"Approbation de la Fusion") entre la Société, agissant en qualité de société absorbée (la "Société Absorbée") et l'Associé Unique, à savoir Recordati S.A. Chemical and Pharmaceutical Company, une société anonyme ayant son siège statutaire à 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 59154, ayant un capital social de EUR 82.500.000,- intégralement souscrit et libéré (la "Société Absorbante", et ensemble avec la Société Absorbée, les "Sociétés Fusionnantes");

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir noté que (i) le projet commun de fusion entre les Sociétés Fusionnantes (le "Projet Commun de Fusion") a été acté en vertu d'un acte notarié en date du 12 mars 2015, tel que publié au Mémorial, Section C, n° 893, en date du 25 mars 2015, pages 38988, et que (ii) toutes les conditions et formalités préalables à l'Approbation de la Fusion ont été respectées, l'Assemblée décide d'approuver la Fusion, conformément à l'Article 272 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ("LSC").

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de prendre acte que tous les documents requis par l'article 267 (a) à (c) (inclus) de la Loi, ont été déposés au siège social de la Société pour inspection au moins un (1) mois avant la date de la présente assemblée.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide de conserver pendant cinq (5) ans, tous les documents de la Société au siège social de la Société situé à l'adresse suivante: 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné certifie conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi l'existence et la légalité de tous actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: M. DI BERNARDO MAGGIORE et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/13953. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mai 2015.

Référence de publication: 2015070409/125.

(150080134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2015.

FBG Funds, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement des Fonds FBG Funds, welche am 01.03.2015 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VPB Finance S.A.

Référence de publication: 2015070497/9.

(150079380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2015.

Edilclodia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 105.136.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 26 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 26 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015049113/13.

(150057034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

MValue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 180.998.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 24 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015049371/13.

(150057033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pluto Unterschleissheim (Lux) S. à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 123.487.

Il résulte d'un acte avec effet au 1^{er} décembre 2007 que la société à responsabilité limitée D.B. ZWIRN GLOBAL (LUX) S.À R.L., établie et ayant son siège social à L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 12507, a cédé cinq (5) parts sociales de la société PLUTO UNTERSCHLEISSHEIM (LUX) S. À R.L. à la société à responsabilité limitée GT GLOBAL INVEST (LUX) S.À R.L. établie

et ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 27042.

Il résulte d'un acte avec effet au 15 novembre 2013 que la société à responsabilité limitée GT GLOBAL INVEST (LUX) S.À R.L. (RCSL B 127.042) a cédé quatre-vingt-trois (83) parts sociales de la société PLUTO UNTERSCHLEISSHEIM (LUX) S. À R.L. à la société D.B. ZWIRN GLOBAL (LUX) S.À R.L. (RCSL B 112.507).

Il résulte par ailleurs d'un acte avec effet au 15 novembre 2013 que la société à responsabilité limitée GT GLOBAL INVEST (LUX) S.À R.L. (RCSL B 127.042) a cédé quatre-vingt-quatorze (94) parts sociales à la société SILVER CREEK SPECIAL OPPORTUNITIES FUND CAYMAN II, L.P. (établie et ayant son siège social à C/O WALKERS SPV LIMITED, WALKER HOUSE, 87 MARY STREET, GEORGE TOWN, GRAND CAYMAN E9 KY1 -9002).

Il résulte encore d'un acte avec effet au 15 novembre 2013 que la société à responsabilité limitée GT GLOBAL INVEST (LUX) S.À R.L. (RCSL B 127.042) a cédé soixante-treize (73) parts sociales à la société SILVER CREEK SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II, L.P. (établie et ayant son siège social à WA 98101 SEATTLE, 1301 FIFTH AVENUE, 40th FLOOR, UNITED STATES OF AMERICA).

Il résulte d'un acte avec effet au 13 février 2015 que la société à responsabilité limitée D.B. ZWIRN GLOBAL (LUX) S.À R.L. (RCSL B 112.507) a cédé trois cent trente-trois (333) parts sociales de la société PLUTO UNTERSCHLEISSHEIM (LUX) S. À R.L. à la société D.B. ZWIRN ANAM HOLDINGS (LUX) S.À R.L. (RCSL B 113.697).

En conséquence, les parts de la société PLUTO UNTERSCHLEISSHEIM (LUX) S. À R.L. sont détenues comme suit:

- D.B. ZWIRN ANAM HOLDINGS (LUX) S.À R.L.:	333 parts
- SILVER CREEK SPECIAL OPPORTUNITIES FUND CAYMAN II, L.P.:	94 parts
- SILVER CREEK SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II, L.P.:	73 parts

Luxembourg, le 29 mars 2015.

Pour PLUTO UNTERSCHLEISSHEIM (LUX) S. À R.L. en liquidation volontaire (en faillite)
Le curateur

Référence de publication: 2015049446/34.

(150056647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Structured Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.174.

Das Verwaltungsreglement des Umbrella-Fonds SI UCITS ETF sowie das Sonderreglement des Teilfonds UC Thomson Reuters Balanced European Convertible Bond UCITS ETF des Umbrella-Fonds SI UCITS ETF, in Kraft getreten am 13. April 2015, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 20. Mai 2015.

Structured Invest S.A.
Silvia Mayers / Maren Hermesdorf

Référence de publication: 2015062507/14.

(150071416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2015.

LPFE Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.076.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 87.199.

Les comptes consolidés de CBRE Logistics Property Fund Europe CV au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2015049971/13.

(150057129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Solluxhotel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 218, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 71.824.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement de la Société le 30 mars 2015

En conformité avec les statuts de la Société et la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale de la Société:

- L'acceptation de la démission, avec effet immédiat au 30 mars 2015:

* Monsieur Jean-Louis PARITZKY de son mandat d'administrateur de la Société;

* Monsieur Christian PARITZKY de son mandat d'administrateur de la Société;

* Madame Sophie TEISSERENC, ép. PARITZKY, de ses mandats d'administrateur et d'administrateur-délégué de la Société.

- La révocation de toute procuration ou délégation de pouvoir qui aurait été accordée pour la gestion des comptes bancaires de la Société.

- La nomination, en qualité d'administrateur, pour une durée déterminée de six ans, de:

* Monsieur Bertrand BAUMGARTEN, né le 17 novembre 1957 à Metz (F), demeurant professionnellement à L-8010 Strassen, 218 route d'Arlon;

* Madame Sophie TREIZE épouse BAUMGARTEN, née le 28 décembre 1959 à Metz (F); demeurant professionnellement à L-8010 Strassen, 218 route d'Arlon;

* Monsieur Jean SCHOLTES, né le 9 juin 1986 à Metz (F), demeurant à L-8011 Strassen, 289A route d'Arlon, Appartement 4;

* Mademoiselle Camille BAUMGARTEN, née le 29 mai 1990 à Metz (F), demeurant à L-8011 Strassen, 289A route d'Arlon, Appartement 4.

- La révocation du mandat de commissaire aux comptes de la Société de Madame Alexandra PARITZKY, avec effet immédiat au 30 mars 2015;

- La nomination de la société Prestacompta S à r.l., établie et ayant son siège social à L-3333 Hellange, 36 Beeteburgerstrooss, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.603, en qualité de commissaire aux comptes de la Société, pour une durée déterminée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015050161/33.

(150057424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Top 300 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3844 Schifflange, Z.I. Luxembourg Heck.
R.C.S. Luxembourg B 48.111.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24 février

Les associés de «TOP 300. S.A.», société anonyme immatriculé au registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B48111 tous présents se déclarent dûment convoqués pour se tenir en assemblée générale extraordinaire, afin de délibérer et statuer sur les ordres du jour suivants:

Résolutions

1. Nomination du nouvel administrateur, Cindy CHRISTOPHE
2. Nomination du nouvel administrateur, Alexandre FRENCIA
3. Nomination du nouvel administrateur, Michel FRENCIA
4. Nomination du nouveau commissaire aux comptes
5. Transfert du siège social.

1. Résolution

L'assemblée accepte la nomination du nouvel administrateur, Mlle Cindy CHRISTOPHE, née le 25 /09/1993, demeurant à HOMECOURT F-54310, 17 rue Victor Hugo, à compter du 24 février 2015 pour une durée de cinq ans.

2. Résolution

L'assemblée accepte la nomination du nouvel administrateur, Mr Alexandre FRENCIA, né le 18/09/1991, demeurant à SERROUVILLE F-54560, 41 rue Pasteur, à compter du 24 février 2015 pour une durée de cinq ans.

62536

3. Résolution

L'assemblée accepte la nomination du nouvel administrateur, Mr Michel FRENCIA, né le 30/03/1958, demeurant à SERROUVILLE F-54560, 41 rue Pasteur, à compter du 24 février 2015 pour une durée de cinq ans.

4. Résolution

L'assemblée accepte la nomination du nouveau commissaire aux comptes à compter du 1^{er} janvier 2014 pour une durée de cinq ans.

- COSELUX SARL, ayant son siège social à SCHIFFLANGE L-3844, Z.I. Luxembourg Heck, RCS B65949, représentée par Carmela CIPRIANO

5. Résolution

L'assemblée accepte de transférer le siège social de la société du 13 rue de la Paix L 3871 SCHIFFLANGE au Z.I Luxembourg HECK L-3844 SCHIFFLANGE à compter du 24 février 2015

Référence de publication: 2015050175/34.

(150056987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Abbott Bulgaria Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.820.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.811.

—
EXTRAIT

La Société a pris connaissance que l'adresse de sa gérante, Madame Tara R. Kaesebier, se trouve désormais au 100 Abbott Park Road, Abbott Park, Illinois 60064, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015050231/14.

(150058370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Abbott International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 208.973.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 145.772.

—
EXTRAIT

La Société a pris connaissance que:

1. L'adresse de sa gérante, Madame Tara R. Kaesebier, se trouve désormais au 100 Abbott Park Road, Abbott Park, Illinois 60064, Etats-Unis d'Amérique; et

2. L'adresse de ses gérants, Monsieur Richards Brekelmans et Monsieur Johan Dejans, se trouve désormais au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015050233/17.

(150058368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Agamemnon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 164.827.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 03 mars 2015

Il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050241/13.

(150058274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Agricultural Bank of China, Luxembourg Branch, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 195.699.

—
EXTRAIT

Il est à noter que le nom du représentant légal de Agricultural Bank of China Limited est Monsieur Shiyu LIU, président du Conseil d'administration de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015050242/14.

(150058645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Allseas Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 148.778.

—
Il résulte des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société prises en date du 1^{er} avril 2015 que:

(i) le siège social de la Société est transféré du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015; et

(ii) l'adresse professionnelle de Monsieur Damien Nussbaum, directeur de la Société, est transférée du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Allseas Finance S.A.

Référence de publication: 2015050245/15.

(150058419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Altitude Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 149.365.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 20 mars 2015

- La démission de Monsieur Fantine JEANNON de son mandat de gérant est acceptée, avec effet au 17 mars 2015.

- Madame Anne-Marie GREGIS, née le 27 avril 1976 à Villefranche-sur-Saône (France), employée privée, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est nommée comme nouveau gérant de la société, avec effet au 17 mars 2015, pour une période indéterminée.

Fait à Luxembourg, le 20 mars 2015.

Certifié sincère et conforme

Altitude Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2015050246/16.

(150058304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Amanie Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 159.140.

EXTRAIT

Suite à une Assemblée Générale Extraordinaire, tenue le 02 avril 2015, il a été décidé par l'associé unique:

1. Nomination de Monsieur Romain MULLER, né le 17 septembre 1958 à Differdange (Luxembourg), indépendant, demeurant à L-3318 BERGEM, 3, op Felsduerf, aux fonctions de gérant, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 02.04.2015.

Pour avis conforme
Romain Muller

Référence de publication: 2015050247/14.

(150058451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Aquarius Investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 84.485.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société prises en date du 30 mars 2015 que:

(i) le siège social de la Société est transféré du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015;

(ii) l'adresse professionnelle de Monsieur Damien Nussbaum, directeur de la Société, est transférée du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015; et

(iii) l'adresse professionnelle de Monsieur Peter Diehl, directeur de la Société, est transférée du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Aquarius Investments Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015050249/17.

(150058011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

ArcStore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.
R.C.S. Luxembourg B 80.500.

Extract of the minutes of the Annual General Meeting of the Shareholders of Arcstore S.A. held on March 26th, 2015.

The meeting cancels with immediate effect the mandate of CITADEL ADMINISTRATION S.A. 15-17 Avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg as Auditor of the company.

The meeting appoints BUDLASKA SARL, RCS B 189.884, 1 Avenue de la gare L-1611 Luxembourg as Auditor for a statutory term expiring at the date of the next Annual General Meeting in 2016.

Certified true extract
Arcstore S.A.
Bernard MOREAU
Administrateur délégué

Traduction en français

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale annuelle des actionnaires d'Arcstore S.A. qui s'est tenue le 26 mars 2015.

L'assemblée annule avec effet immédiat le mandat du Commissaire aux Comptes CITADEL ADMINISTRATION S.A. 15-17 rue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg.

L'assemblée désigne BUDLASKA SARL, RCS B 189.884, 1 avenue de la gare L-1611 Luxembourg aux fonctions de Commissaire aux Comptes pour une période statutaire se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme
Arcstore S.A.
Bernard MOREAU
Administrateur délégué

Référence de publication: 2015050250/28.

(150058386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

AB Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8017 Strassen, 9, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 115.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015050254/10.

(150057882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

AL Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 183.856.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 28 mars 2015

En date du 28 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de confirmer et d'accepter la démission de Madame Anne-Catherine GRAVE de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 2 avril 2015;
- de nommer Monsieur Olivier HAMOU, né le 19 décembre 1973 à Levallois-Perret, France, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet au 2 avril 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Daniel ROSENBERG, gérant de catégorie A
- Madame Véronique MARTY, gérant de catégorie B
- Monsieur Olivier HAMOU, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

AL Holdings Limited
Signature

Référence de publication: 2015050261/23.

(150058440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Aladino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 65.102.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de façon exceptionnelle au siège social le 30 mars 2015

6^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale constate que le mandat des administrateurs et du Commissaire est arrivé à échéance. L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe RICHELLE, Président du Conseil d'Administrateur, et de Madame Cornelia METTLEN jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

L'Assemblée Générale décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Marc LIBOUTON et de nommer, en remplacement, la société CIAMAN S.à. r.l., ayant son siège social au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen et ayant comme représentant permanent Monsieur Alain LAM demeurant professionnellement au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Commissaire de H.R.T. Révision S.A., ayant son siège au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.238, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Référence de publication: 2015050262/19.

(150058505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

ALESRAA Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015050264/10.

(150058699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Amarilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 131.520.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050271/9.

(150058299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Ambiance Italian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 212, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour Ambiance Italian S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2015050272/12.

(150058674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 34.190.485,28.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 102.425.

Il résulte des résolutions prises en date du 17 mars, 2015 par Ridgefield Acquisition agissant en tant qu'associé unique de la Société que:

1. La démission de Frank Schönebora de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet au 31 Mars 2015.
2. La démission de Markus Bamberger de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} Avril 2015.
3. La nomination de Stefan Horstmann né le 09/09/1967 à Aschaffenburg, Allemagne et résidant à Am Streitstein 21, 64646 Heppenheim, Allemagne, en tant que nouveau gérant de la Société et ce pour une durée indéterminée, a été acceptée avec effet au 1^{er} Avril, 2015.

Suite à ces décisions, le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

Tim Hashagen

Benedikt Ernst

Brian Daniels

Stefan Horstmann

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 Avril 2015.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015050285/26.

(150058045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Barlinek Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.387.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2015050286/13.

(150058506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Berlin Prime Commercial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.053.

En date du 30 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris acte des décisions suivantes:

- Démission de Manacor (Luxembourg) S.A. de son poste de gérant avec effet au 1^{er} avril 2015;
- Election de M. Oronzo Liotino, né le 23 mars 1958 à Sammichele di Bari, Italie, et résidant professionnellement au 19, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 1^{er} avril 2015 et pour une durée indéterminée
- Election de M. Marcel Stephany, né le 4 septembre 1951 à Luxembourg, Luxembourg et résidant professionnellement au 19, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 1^{er} avril 2015 et pour une durée indéterminée
- Election de M. Thierry Beaudemoulin, né le 7 mai 1971 à Montreuil-sous-Bois, France, et résidant professionnellement au 30 avenue Kleber F-75208 Paris cedex, au poste de gérant avec effet au 1^{er} avril 2015 et pour une durée indéterminée
- Election de M. Philippe Prud'homme, né le 6 juin 1955 à Saint Etienne, France et résidant professionnellement au 30 avenue Kleber F-75208 Paris cedex, au poste de gérant avec effet au 1^{er} avril 2015 et pour une durée indéterminée

Veillez noter que le nouveau siège social de la Société est: 19, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015050287/22.

(150058546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Faroe Investments Kingsnorth S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 195.315.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales du 1^{er} avril 2015 que Faroe Investments Mezzco S.à r.l., associé unique de la Société, a cédé onze mille (11.000) parts sociales d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) représentant 100% du capital social de la Société, à Faroe Investments Intermediate Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange,

Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195813.

Suite à ce contrat du 1^{er} avril 2015 et à compter de cette date, Faroe Investments Intermediate Holdco S.à r.l. détient l'ensemble des onze mille (11.000) parts sociales composant le capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015050431/20.

(150058517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Fafari Green World S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 163.958.

Par la présente, nous vous informons que nous avons dénoncé, en date du 1^{er} avril 2015, le contrat de domiciliation conclu avec la société sous rubrique, qui avait son siège au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour Vistra (Luxembourg) S.à r.l.

Société domiciliataire

Gerry Mullen / Wim Ritz

Manager / Manager

Référence de publication: 2015050424/13.

(150057930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Fafari Green World S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 163.958.

Je présente ma démission comme administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Charlotte Lahaije-Hultman.

I hereby tender my resignation as a director of your company with immediate effect.

Luxembourg, 1st April 2015.

Charlotte Lahaije-Hultman.

Référence de publication: 2015050426/11.

(150058260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Entrepreneurs & Opportunités S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 138.874.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015050403/12.

(150058596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.085.

AUSZUG

Aus den Beschlüssen der Aktionärsversammlung vom 31. März 2015 geht hervor, dass das Mandat als Geschäftsführerratsmitglied von:

- Herrn Detlef Steinhage, geboren am 21. Januar 1955 in Düsseldorf, Deutschland, beruflich ansässig in Albrechtstraße 14, 80636 München, Deutschland; und

- Herrn Georg Gmeineder, geboren am 23. Januar 1973 in Garmisch-Patenkirchen, Deutschland, beruflich ansässig in Albrechtstraße 14, 80636 München, Deutschland,

mit Wirkung zum 31. März 2015 beendet wurde, und dass sie mit Wirkung zum 31. März 2015 ersetzt werden durch die folgenden Personen, die auf unbestimmte Zeit zu Geschäftsführerratsmitgliedern bestellt werden:

- Herrn Dominique Moerenhout, geboren am 23. Mai 1974 in Etterbeek, Belgien, beruflich ansässig in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, und

- Herrn Abed Khaldi, geboren am 29. August 1977 in Thionville, Frankreich, beruflich ansässig in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. April 2015.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2015050404/24.

(150058116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Deutsche Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.538.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050383/9.

(150058468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

DCC S.A., Digital Consulting Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 51, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 81.398.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clervaux, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015050385/10.

(150058543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Diy-Tech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 75.071.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 2 avril 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015050392/10.

(150058201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Rom7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 119.537.

Monsieur Raphaël EBER, démissionne de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 12 février 2015.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour: ROM7 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015050108/13.

(150057175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

ZORM Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 186.950.

Par la présente,

Monsieur Piotr Osiecki, né le 23 avril 1973 à Warszawa PL (Pologne), résidant Pigwy 11, Warszawa PL-02-747 (Pologne) déclare avoir vendu en date du 30 décembre 2014:

1 part de la société ZORM Investments S.à r.l., RCSL B186950, siégeant 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à

- Monsieur Michal Kobus, né le 26 décembre 1976 à Warszawa PL (Pologne), résidant Piaskowa 4m29, Warszawa PL-01-067 (Pologne).

Monsieur Jakub Ryba, né le 14 avril 1983 à Warszawa PL (Pologne), résidant à Mirkowska 30A, PL-05-520 Konstancin-Jeziorna, (Pologne) déclare avoir vendu en date du 30 décembre 2014:

1 part de la société ZORM Investments S.à r.l., RCSL B186950, siégeant 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à

- Monsieur Michal Kobus, né le 26 décembre 1976 à Warszawa PL (Pologne), résidant Piaskowa 4m29, Warszawa PL-01-067 (Pologne).

Monsieur Andrzej Zydorowicz, né le 18 mars 1973 à Warszawa PL (Pologne), résidant à Piekna 7/9 m57, Warszawa PL-00-539 (Pologne) déclare avoir vendu en date du 30 décembre 2014:

1 part de la société ZORM Investments S.à r.l., RCSL B186950, siégeant 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à

- Monsieur Michal Kobus, né le 26 décembre 1976 à Warszawa PL (Pologne), résidant Piaskowa 4m29, Warszawa PL-01-067 (Pologne).

Monsieur Rafał Mania, né le 11 août 1970 à Koszalin PL (Pologne), résidant à Warszawa, 53 E Arbuzowa PL-02-747 (Pologne) déclare avoir vendu en date du 30 décembre 2014:

1 part de la société ZORM Investments S.à r.l., RCSL B186950, siégeant 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à

- Monsieur Michal Kobus, né le 26 décembre 1976 à Warszawa PL (Pologne), résidant Piaskowa 4m29, Warszawa PL-01-067 (Pologne).

Certifié exact et sincère

Paddock Fund Administration

Luxembourg

Référence de publication: 2015050896/35.

(150057985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Abbott Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 641.053.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.635.

EXTRAIT

La Société a pris connaissance que:

1. L'adresse de sa gérante, Madame Tara R. Kaesebier, se trouve désormais au 100 Abbott Park Road, Abbott Park, Illinois 60064, Etats-Unis d'Amérique; et

2. L'adresse de ses gérants, Monsieur Richard Brekelmans et Monsieur Johan Dejans, se trouve désormais au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015050234/17.

(150058650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.